FLN-RND

Quels soutiens pour quels candidats ?

Le compte à rebours a commencé pour la seule élection qui compte vraiment dans le pays, la présidentielle. Dans exactement une année, en tout cas en avril 2014 au plus tard, l'élection présidentielle se doit d'avoir lieu. C'est une certitude. Mais c'est la seule pour le moment.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Abdelaziz Bouteflika, qui règne sur le pays depuis la fin du XXe siècle, aura tout fait, ces deux dernières années, pour cultiver le flou et tétaniser la situation politique comme jamais elle ne l'a été depuis l'indépendance.

Le 15 avril 2011, et pour faire face à la terrible pression consécutive au fameux «printemps arabe», il lancera ses «réformes politiques» à travers un discours où les Algériens avaient plus retenu l'image pathétique d'un président ostensiblement affaibli par la maladie, à la voix à peine audible que le contenu. Une image qu'il s'emploiera à rectifier dès le lendemain samedi 16 avril 2011 qui coïncidait avec une visite officielle qu'il effectuait à Tlemcen. Mais une autre visite marquera davantage les esprits : celle qu'il effectuait à Sétif le 8 mai 2012. C'est à cette occasion qu'il lancera son célèbre «Tab edjnana» ! Un vieux dicton populaire qui signifie en gros «c'en est fini pour notre génération». Le mot était lâché, mais Bouteflika n'en dira pas plus, depuis. Cela signifie-t-il qu'il renoncera à un quatrième mandat ? Ou alors parlait-il d'autrui ? Il fallait attendre début septembre 2012 pour comprendre que l'homme a, de toutes les manières, commencé, s'agissant d'autrui, en optant pour une sorte de stratégie de «nettoyage par le vide». En procédant au limogeage de Ahmed Ouyahia mais aussi de quasiment tous les membres du gouvernement qui symbolisent le régime Bouteflika comme Abdelaziz Belkhadem, Yazid Zerhouni, Abdelhamid Temmar, Djamel Ould Abbès, Saïd Barkat, Aboubakr Ben Bouzid. A l'exception de ce dernier, les autres étant parmi les membres les plus proches de Bouteflika.

Photo : Samir Sid

Ce vaste remaniement du gouvernement sera suivi, peu de temps après, par une autre opération similaire qui touchera les deux plus grands partis du pouvoir, le RND et le FLN.

En moins d'un mois d'intervalle, on assistera aux départs forcés de Ahmed Ouyahia et de Abdelaziz Belkhadem, respectivement de la tête du RND et du FLN. Et, comme par hasard, ni le RND et surtout le FLN ne sont autorisés (c'est le mot) à régler leurs crises respectives pour le moment !

A l'arrivée, le parti de la majorité et son allié se retrouvent sans direction et, pire encore, interdits de toute activité politique ! A peine si Abdelkader Bensalah et Abderrahmane Belayat sont-ils autorisés à expédier quelques affaires courantes, respectivement au RND et au FLN où ils assurent la coordination de structures provisoires.

De l'aveu même de membres influents de ces deux partis, tout le monde attend «le signal qui viendra d'en haut». Et tout le monde s'accorde sur le fait que le profil même du futur dirigeant du FLN, d'abord, et du RND, ensuite, sera déterminé en fonction du candidat du pouvoir, c'est-à-dire le prochain président de la République. En somme, tout est suspendu au fait si Bouteflika se représentera ou pas pour 2014.

K. A.

AUTRE PARTI APPENDICE DU FLN

Congrès constitutif du MNC les 19 et 20 avril

Le plus vieux parti du pays n'en finit pas de se désintégrer et de donner naissance à des appendices et des appendices bis au gré des «déceptions», vraies ou supposées, des cadres.

Ces derniers, ne pouvant continuer leur parcours avec le parti, optent pour des itinéraires en solo, sans toutefois couper les amarres d'ordre idéologique avec la maison-mère, le FLN.

Dernier cas de désintégration en date, le Mouvement national pour la continuité (MNC), dont le congrès constitutif est prévu les 19 et 20 avril prochains, après avoir obtenu le quitus du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales en décembre dernier.

Ce nouveau-né politique, majoritairement constitué d'anciens militants et cadres du FLN, se veut le prolongement politique du Mouvement national pour la continuité et le développement (MNCD), un conglomérat associatif gravitant, depuis sa mise sur pied en 1998, à la périphérie présidentielle, comme l'a souligné, hier, son secrétaire général, Abdelmadjid Bouguefa, lors d'une conférence de presse.

Les précautions prises aussi bien par Bouguefa que ses collaborateurs dans la définition de ce que sera leur «bébé» ont été vaines.

Ainsi, cet ancien militant de la cause nationale, membre de l'ALN, ancien cadre de l'ANP et cadre dirigeant du FLN, soutiendra que son parti n'a d'autre idéologie que la plateforme du 1er Novembre 1954, plaidant pour un Etat algérien, démocratique et social dans le cadre des principes de l'Islam. Il fera l'économie de se prononcer sur nombre de questions qui font l'actualité nationale, affirmant «attendre la naissance du parti pour pouvoir le faire».

K. M.

OUVERTURE DES FRONTIÈRES ET LUTTE CONTRE LE TRAFIC DE DROGUE

Le chantage marocain

Le ministre marocain de l'Intérieur a affirmé, hier, que l'ouverture des frontières avec l'Algérie conduira à une «meilleure coopération» dans la lutte contre le trafic de stupéfiants.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Le Maroc semble vouloir imposer à l'Algérie l'ouverture des frontières comme préalable à une lutte plus efficace contre le trafic de drogue produite sur son territoire.

C'est ce qu'a déclaré, hier, Mohand Laenser, lors d'une conférence de presse marquant la clôture de la 15e Conférence des ministres de l'Intérieur du bassin de Méditerranée occidentale (CIMO).

«Si le trafic de drogue est la cause qui justifie la fermeture des frontières, alors les frontières ne s'ouvriront jamais car il n'y a pas un seul pays au monde qui a réussi à éradiquer le trafic. L'ouverture des frontières conduira à une meilleure coopération dans ce domaine», a répondu le ministre à une question sur les mesures prises par les autorités marocaines pour lutter contre ce phénomène.

Mohand Laenser a donc profité de la tribune de cette conférence des 5+5 pour remettre sur la table le dossier de l'ouverture des frontières. P

ourtant, la question de l'engagement et de la coopération du Maroc dans cette lutte ne devrait pas se poser puisque ce pays est signataire de «toutes les conventions internationales». Mohand Laenser a d'ailleurs tenu à le préciser hier.

«Il est important de rappeler qu'en matière de lutte contre les stupéfiants, le Maroc est signataire de toutes les conventions internationales. Il suffit juste de lire les statistiques pour constater le niveau des saisies et la diminution de 70% des superficies cultivées. Avec mon confrère ministre de l'Intérieur d'Espagne, nous sommes revenus ce matin sur les moyens de lutte déployés. Pour ce qui est des frontières avec l'Algérie, il y a également des statistiques et des actions de coopération qui iront en se consolidant», dira-t-il.

Si l'on s'en tient aux statistiques des services de sécurité algériens, les saisies de drogue produite au Maroc n'ont cessé d'augmenter.

De 53 tonnes de résine de cannabis en 2011, les saisies ont dépassé 157 tonnes en 2012. Il est aujourd'hui établi que ce trafic est la principale source de financement des groupes terroristes au Sahel.

D'ailleurs, dans la déclaration finale de la 15e CIMO, les ministres se disent «convaincus que le terrorisme et le crime organisé, notamment le narcotrafic, sont trop souvent liés».

Une des résolutions prévoit «la poursuite de la lutte contre le trafic illicite de drogue, des substances psychotropes et des produits précurseurs par le renforcement des capacités des Etats membres de la CIMO, en particulier en matière de contrôle aux frontières maritimes, terrestres et aériennes».

T. H.

DJAMEL BENABDESLAM, PRÉSIDENT DU FAN :

«Bouteflika a institué le régime personnel»

Le président du Front de l'Algérie nouvelle (FAN), Djamel Benabdeslam, a troqué son propos habituellement tempéré contre une diatribe sans indulgence contre le chef de l'Etat et le système politique algérien qui, à ses yeux, ont échoué sur toute la ligne. Néanmoins, et incompréhensiblement, il ne s'est pas rendu à la conclusion logique de ce que Bouteflika ne devra briguer un quatrième mandat.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Le réquisitoire fut long, de près d'une heure et demie, hier au siège du parti où la presse avait été conviée à entendre Benabdeslam dresser, sans complaisance, le bilan des trois années de magistrature de Bouteflika.

Benabdeslam a estimé que cette escale d'évaluation de l'action présidentielle doit primer sur les déterminations, en cours, par rapport au 4e mandat et au projet de révision de la Constitution.

«Aucun président de l'Algérie indépendante n'a eu à exercer dans d'aussi favorables conditions que celles auxquelles a eu droit le président Bouteflika. Malgré cela, il a manqué de faire transiter l'Algérie vers la démocratie et la placer sur le rail du développement», a-t-il affirmé, avant de procéder à l'énumération des échecs de la gouvernance de Bouteflika.

Faisant remarquer que le chef de l'Etat a triturré la Constitution à trois reprises, en 2002, 2008 et celle projetée, Benabdeslam dira de Bouteflika que c'est un président qui a institué «le régime personnel».

Car, pour le président du FAN, la révision constitutionnelle de novembre 2008 a touché fondamentalement aux équilibres du pouvoir, tant elle a remis en cause la séparation des pouvoirs, avec un parlement de façade et une équipe technique faisant office de gouvernement.

«Le régime institué dès lors n'est ni présidentiel, ni semi-présidentiel, ni royal, encore moins parlementaire. C'est le régime personnel.» Pour le conférencier, cet état des choses a induit la paralysie institutionnelle. «Il n'y a plus aucune initiative. C'est le stand-by. Le Conseil des ministres ne s'est pas réuni depuis 5 mois.»

Sur le plan politique, Benabdeslam a considéré que Bouteflika a, dès son premier mandat, entrepris de fermer le champ de l'activité partisane et lorsqu'il a laissé son ouverture en 2011, c'est sous la crainte de la contamination des révoltes dans les pays arabes. «Bouteflika a fermé la scène politique dès 1999. L'ouverture de 2011 n'est pas une ouverture mais une pollution, suivie de pourrissement avec la fraude qui a marqué les deux dernières élections.»

Poursuivant, Benabdeslam a dénoncé la répression systématique à l'encontre des syndicats et associations, érigée en mode de gouvernance.

«La régionalisation a atteint des proportions dangereuses. La société est menacée d'émiettement», a-t-il averti, affirmant que «la Kabylie, pour l'exemple, a subi une punition collective après les événements de 2001. C'est la politique de la terre brûlée. Le Sud a subi la marginalisation de plein fouet».

Le président du FAN a mis en exergue le désastre économique, en dépit des sommes faramineuses injectées. «Avec 280 milliards de dollars, d'autres auraient réussi la relance économique de tout le continent africain. En 15 ans, les exportations hors hydrocarbures sont restées au même niveau, 3%, la croissance stagne.» Viennent ensuite les scandales de la dilapidation des deniers publics. «Le scandale est dans le programme de soutien à l'agriculture. Il est plus grand que celui de la Sonatrach», a-t-il asséné.

Politique étrangère ? «C'est la politique de l'autruche. L'Algérie n'a fait aucun choix profitable.» Que faire ? Il s'agit, pour Benabdeslam, de reformuler le choix stratégique national.

S. A. I.